



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 6 novembre 2019

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie 8 novembre 2019.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 31 octobre 2019.

Présent(e)s : M. ALLAIN, Mme BONET, Mme GAUTHIER, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER.

Absent(e)s excusé(e)s : Mme GIGNET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), Mme TRUCHETET (pouvoir à Mme BONET), Mme GAIFFE (pouvoir à Mme MOUGNARD), Mme HACQUARD-COLNOT (pouvoir à M. HEQUETTE).

Absent(s) : M. BARTHOD, M. COUVAL.

M. VERNEREY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Affaires générales :

19-48 Participation financière de l'employeur à la protection sociale complémentaire pour le risque santé

19-49 Avancement de grade – création et suppression de poste

19-50 Reprise des concessions en état d'abandon

Domaine des finances :

19-51 2^{ème} phase de l'opération de restauration des hangars de l'aérodrome - demande de subvention auprès de la DRAC

19-52 AP/CP n° 2020-1 Restauration des hangars

19-53 AP/CP n° 2020-2 Construction d'une MARPA

19-54 Décision modificative n°3 - Budget MARPA

19-55 AP/CP n° 2020-3 Accessibilité mairie

19-56 Décision modificative n° 3 - Budget forêt

19-57 Ouverture anticipée de crédits d'investissement pour l'exercice 2020

Domaine de l'animation :

19-58 Convention ludothèque 2019-20

Domaine de l'urbanisme :

19-59 Aménagement de sécurité – route de Marchaux

19-60 Campagne d'affouage 2019/2020

19-61 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'année 2020

19-62 Vente de parcelle communale

Affaires générales :

19-48 Participation financière de l'employeur à la protection sociale complémentaire pour le risque santé

Lors de la séance du 6 février 2019, le Conseil municipal a décidé de s'associer au centre de gestion du Doubs dans la procédure de mise à concurrence pour le risque prévoyance d'une part et pour le risque santé d'autre part.

Au terme de cette procédure de mise à concurrence, le Conseil d'administration du centre de gestion du Doubs a décidé de conclure une convention de participation avec les deux prestataires suivants :

- Complémentaire santé : groupement MNT/Mut'Est/MMC
- Prévoyance : Sofaxis/CNP

Le détail des résultats de la consultation lancée et négociée par le centre de gestion est présenté en annexe.

Des réunions d'informations sur les nouvelles conditions et les tarifs ont été organisées dans notre commune. Et les agents ont pu découvrir les détails de ces contrats et poser des questions aux prestataires.

Si le statut de la Fonction Publique territoriale est réputé protecteur, il contient des failles en matière de protection sociale. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2016, les employeurs du privé doivent proposer une couverture complémentaire de santé collective à l'ensemble de leurs salariés qui n'en disposent pas déjà.

Depuis 2013, notre collectivité a fait le choix d'accompagner les agents en mettant en œuvre une participation pour la couverture du risque prévoyance par le système de la labellisation. Dans cette continuité, nous proposons aujourd'hui de contribuer à la protection sociale complémentaire pour le risque santé.

Le désengagement de l'Assurance maladie se traduit par une croissance continue des dépenses à la charge des agents entraînant parfois un renoncement à des consultations ou à des soins médicaux (soins dentaires, optique, prothèses dentaires,)

En participant, sur la base de contrats labellisés, nous aidons les agents à mieux se soigner. Cela peut permettre aux agents non couverts de souscrire une garantie et aux agents couverts de renforcer leurs garanties.

Et dans un contexte de recrutement de plus en plus concurrentiel de personnels qualifiés, la contribution de l'employeur à la protection sociale peut faire la différence.

La participation financière affectée à la protection sociale complémentaire santé s'élèverait à ce jour à 398,00 € par mois dans le cas où tous les agents adhèrent à des contrats labellisés.

(IB<500 : 19 agents X 20 € + IB<500 : 1 agent X 18 €)

Il est proposé au Conseil Municipal de contribuer à la protection sociale complémentaire pour le risque santé selon les modalités suivantes :

Choix de la procédure :

Il est proposé de retenir la procédure de labellisation pour le risque santé aux contrats labellisés au niveau national par les organismes compétents pour leur caractère solidaire et responsable qui auront été conclus par les agents.

Ce choix se motive par le fait qu'il s'agit d'un instrument souple, simple à mettre en œuvre et bien adapté au risque santé. Il préserve le choix individuel. En effet, les garanties proposées par les mutuelles santé sont très hétérogènes et s'adaptent aux besoins médicaux individuels.

La labellisation pourra également permettre à certains agents de conserver leur couverture actuelle si celle-ci est labellisée.

Les agents bénéficiaires de la participation :

Les agents titulaires et stagiaires en activité.

Les agents contractuels de droit public, de droit privé et les apprentis peuvent bénéficier de cette participation dès lors qu'ils justifient de 6 mois d'ancienneté.

Montant de la participation et critères de modulation :

La participation employeur sera fixée et modulée en fonction de l'indice brut de l'agent selon les dispositions présentées ci-dessous :

	Indice brut < 350	IB >350 et <500	Indice brut >500
Montant participation	22 €	20 €	18 €

La participation sera versée dans la limite du montant de la cotisation due par l'agent à l'organisme assureur.

Modalités de versement de la participation :

La participation mensuelle sera versée sur présentation par l'agent d'un justificatif d'adhésion en cours de validité à une mutuelle labellisée et sera supprimée en cas d'arrêt d'adhésion.

Les agents devront fournir ce justificatif chaque année.

Dans l'hypothèse où l'agent municipal bénéficie d'une prise en charge par l'employeur de son conjoint, la participation financière ne lui sera pas versée. Une attestation de l'employeur du conjoint sera demandée pour la prise en charge.

La participation financière sera versée directement à l'agent sur son bulletin de paye. A savoir également que cette participation est assujettie :

- aux charges salariales retenues aux agents :
 - o Contribution Sociale Généralisée (CSG)
 - o Contribution de Remboursement de la Dette Sociale (CRDS)
 - o RAFP pour les agents CNRACL
- à l'impôt sur le revenu de l'agent bénéficiaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'adopter le principe du contrat labellisé ;
- De valider les montants de participation exposés ci-dessus ;
- D'autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

M. le Maire, Alain Loriguet, présente ce dispositif qui constitue une avancée pour les agents. Il indique que, la plupart étant déjà couvert par une complémentaire santé, l'objectif est ici d'apporter une participation, afin d'augmenter le niveau de qualité de cette couverture santé.

M. Allain aborde l'impact financier de la mesure qui restera assez minime, d'autant que certains agents sont rattachés à la mutuelle de leur conjoint qui travaille dans le privé.

19-49 Avancement de grade – création et suppression de poste

M. le Maire informe le conseil municipal que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant la nécessité de créer des emplois de :

- **Agent de maîtrise principal**

en raison des missions liées au poste des agents pouvant bénéficier d'un avancement de grade,

M. le Maire propose donc à l'assemblée :

- **La suppression d'un emploi d'Agent de maîtrise** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Agent de maîtrise :

- ancien effectif : 1
- nouvel effectif : 0

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 01/01/2020.

- **La création d'un emploi d'Agent de maîtrise principal** permanent à 35 heures hebdomadaire.

Grade : Agent de maîtrise principal

- ancien effectif : 1
- nouvel effectif : 2

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 01/01/2020

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à une voix contre, une abstention et 15 voix pour :

- d'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposées.
- d'inscrire au budget, chapitre 12, les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommés dans le nouvel emploi.

19-50 Reprise des concessions en état d'abandon

M. le Maire, Alain LORIGUET, expose qu'au terme d'une dernière visite au cimetière communal en date du 4 avril 2019, l'état d'abandon a été constaté pour les concessions suivantes :

N° concession	Défunt
A 071	SCHNEIDER Jules
B 201	COUTURIER Henri
B 206	
B 210	
B 213	HENRIET
B 215	BERÇOT Née MAGNIN
B 218	BERÇOT Arthur
B 225	
B 232	KOKOTT Paul
B 242	GAILLARD Marcelle et Georges
B 243	LEVREY
C 315	COURBET Joseph
C 329	FAREY Georges
C 335	NARDIN Aglée épouse GREMINGUEY

Considérant que les concessions dont il s'agit ont plus de trente ans d'existence et qu'elles sont bien en état d'abandon, état dûment constaté à deux reprises, à trois ans d'intervalle, dans les conditions prévues par l'article L 2223-13 et suivants du Code général des collectivités territoriales, donnant aux communes la faculté de reprendre les concessions perpétuelles et centenaires en état d'abandon.

Considérant que cette situation décèle une violation de l'engagement souscrit par les attributaires de ces concessions, en leur nom et à ceux de leurs successeurs, de la maintenir en bon état d'entretien, et qu'elles sont, en outre, nuisibles au bon ordre et à la décence du cimetière.

2019/29

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- D'autoriser M. le maire à reprendre au nom de la commune et à remettre en service pour de nouvelles inhumations les concessions sus-indiquées en état d'abandon ;
- De charger M. le maire de l'exécution de la présente délibération.

Domaine des finances

19-51 2^{ème} phase de l'opération de restauration des hangars de l'aérodrome - demande de subvention auprès de la DRAC

M. le Maire rappelle que depuis septembre 2018, en lien avec la Drac, un consensus s'est établi autour de 2 phases de travaux, respectivement d'1 410 000 € et de 1 270 000 €. Ce découpage permettant de lever un maximum de subventions de la part des financeurs, car leurs efforts financiers seraient ainsi répartis sur 2 exercices comptables.

Afin d'observer la même procédure qu'en septembre 2018, il convient donc de déposer un nouveau dossier de demande de subvention auprès de la DRAC correspondant cette fois à la seconde phase de travaux d'un montant de 1 270 000€, avec un taux de participation toujours maintenu à 50 %, soit 635 000 €.

L'exposé du Maire entendu, et après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil municipal décide,

- d'autoriser Monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la DRAC, correspondant à la seconde phase de travaux et sur la base des éléments chiffrés ci-dessus.

19-52 AP/CP n° 2020-1 Restauration des hangars

VU les articles L2311-3 et R2311-9 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'article L263-8 du code des juridictions financières partant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget,

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction codificatrice M14,

Contexte et définition :

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle consiste à engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité

doit inscrire la totalité de la dépense la 1ère année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de N ne tient compte que des CP de l'année.

Procédure :

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire.

Elles sont votées par le Conseil municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retrace dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Montant AP	CP 2018 prévisionnel	CP 2018 réalisé	CP 2019 prévisionnel	CP 2019 réalisé	CP 2020 prévisionnel
3 200 000 €	100 000 €	81 595 €	2 000 000 €	1 812 448.38 €	1 305 956,62 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- De prévoir l'inscription au budget municipal 2020 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus ;
- D'autoriser M. le Maire à liquider, mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2020 et de souscrire les emprunts afférents.

2019/30

19-53 AP/CP n° 2020-2 Construction d'une MARPA

Montant AP	Révision AP	CP 2018 prévisionnel	CP 2018 réalisé	CP 2019 Prévisionnel	CP 2019 réalisé	CP 2020 Prévisionnel
3 200 000 €	500 000 €	1 000 000 €	82 817,91 €	2 705 024,55€	809 734.34 €	2 807 447 .75 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à 15 voix pour, une voix contre et une abstention décide :

- De prévoir l'inscription au budget municipal 2020 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus ;
- D'autoriser M. le Maire à liquider, mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2020 et de souscrire les emprunts afférents.

19-54 Décision modificative n°3 - Budget MARPA

M. le Maire propose au vote la décision modificative suivante, afin de régulariser le montant annuel des intérêts dans le cadre du projet MARPA. A noter que cette opération nécessite 2 écritures comptables, l'une sur le budget Marpa, l'autre sur le budget communal.

Budget MARPA

Désignation	Budgété avant DM	Diminution	Augmentation	Budget après DM
66 Charges financières	1 469.47 €	0.00 €	2 700.00 €	4 169.47 €
66111/66	1 469.47 €	0.00 €	2 700.00 €	4 169.47 €
75 Autres produits gestion courante	1 469.47 €	0.00 €	2 700.00 €	4 169.47 €
7552/75	1 469.47 €	0.00 €	2 700.00 €	4 169.47 €

Budget Communal

Désignation	Budgété avant DM	Diminution	Augmentation	Budget après DM

65 Autres charges gestion courante	146 959.47 €	0.00 €	2 700.00 €	149 659.47 €
6521/65 MARPA 020	1 469.47 €	0.00 €	2 700.00 €	4 169.47 €
68 Dotations aux provisions	920 827.93 €	-2 700.00 €	0.00 €	918 127.93 €
6815/68 02	920 827.93 €	-2 700.00 €	0.00 €	918 127.93 €

Après en avoir délibéré, à 15 voix pour, une contre et une abstention, le conseil municipal valide la présente proposition de décision modificative.

19-55 AP/CP n° 2020-3 Accessibilité mairie

Avis favorable du Conseil de municipalité du 30 octobre 2019

Rapporteur : Loïc ALLAIN

Montant AP	Révision AP	CP 2018 prévisionnel	CP 2018 réalisé	CP 2019 prévisionnel	CP 2019 réalisé	CP 2020 Prévisionnel
320 000 €	-140 000 €	170 000 €	11 172 €	170 000 €	6 133.34 €	162 694.66 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à 15 voix pour et deux abstentions décide :

- De prévoir l'inscription au budget municipal 2020 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus ;
- D'autoriser M. le Maire à liquider, mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2020 et de souscrire les emprunts afférents.

19-56 Décision modificative n° 4 - Budget forêt

M. le Maire expose qu'en raison des deux dernières années marquées par plusieurs épisodes de sécheresse, des coupes sanitaires supplémentaires doivent être réalisées sur notre domaine forestier.

Il explique que cette augmentation de dépenses est compensée par le suréquilibre de la section. Par ailleurs, ces coupes de bois vont générer des recettes.

Il propose donc la décision modificative suivante :

Désignation	Budgété avant DM	Diminution	Augmentation	Budget après DM
011 Charges à caractère général	46 400.00 €	0.00 €	15 000.00 €	61 400.00 €
61524/011	1 500.00 €	0.00 €	15 000.00 €	16 500.00 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal valide cette proposition.

19-57 Ouverture anticipée de crédits d'investissement pour l'exercice 2020

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, pendant la phase d'élaboration du budget et avant son adoption, monsieur le maire peut, sur autorisation du Conseil municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont alors inscrits au budget lors de son adoption.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget Communal 2019, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 3 255 478.00 €.

2019/31

L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au Conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 813 869.50 €.

Pour rappel, le total des crédits ouverts au budget Forêt 2019, moins les crédits afférents au remboursement de la dette s'élevait à 37 000 €.

L'autorisation maximale étant fixée à un quart, il est proposé au Conseil municipal d'ouvrir, dès à présent, des crédits d'investissement sur le budget général à hauteur de 9 250.00 €.

Budget communal	BP 2019	¼ crédits
204 subventions d'équipement versées	350 000	87 500
21 immobilisations corporelles	270 478	67 619.50
23 immobilisations en cours	2 635 000	658 750
Budget Forêt	BP 2019	¼ crédits
21 immobilisations corporelles	37 000	9 250

Après en avoir délibéré, à 16 voix pour et une abstention, le Conseil municipal valide cette proposition.

Domaine social

2019-58 Convention ludothèque 2019-20

M. le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la fédération du Doubs de l'association Familles Rurales du Doubs propose depuis octobre 2018 à la commune un projet d'animation d'une ludothèque itinérante, à destination des familles, assistantes maternelles et structures de Thise.

Cette expérimentation d'un an a été particulièrement appréciée par les familles qui en ont bénéficié.

M. le Maire indique que la nouvelle proposition de convention, toujours d'une durée d'un an, reconduit l'organisation d'une séance par mois de 3 heures, chaque second mardi.

Après en avoir délibéré, à 16 voix pour et une contre, le conseil municipal décide d'autoriser monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la l'association Familles Rurales ainsi que tout document afférant.

Domaine de l'urbanisme

19-59 Aménagement de sécurité – route de Marchaux

M. le maire rappelle qu'à la suite des drames survenus route de Marchaux, la commune avait engagé une réflexion avec l'Audab afin qu'elle conduise une étude sur les déplacements, les risques, le relevé des vitesses, etc. Les préconisations de cette étude ont ensuite été présentées aux services du département, de la ville de Besançon et de Grand Besançon Métropole (GBM).

Le projet retenu consiste en la création d'une zone protégée, de la rue des Egraffeux à la rue de l'Hermitage, avec une voie réservée aux piétons et cyclistes, ainsi qu'un plateau surélevé pour permettre la traversée au niveau de la rue de l'Ermitage.

Ce projet ayant été ciblé comme prioritaire par la commune, avant le transfert de la compétence voirie à GBM, il sera pris en charge à 100 % par GBM. L'opération est fixée à 110 000 €.

Afin de traiter dans sa globalité la portion de la route de Marchaux située sur la commune, et profiter de la présence des entreprises, il est proposé de prolonger cette zone protégée jusqu'à l'entrée de Besançon. Un trottoir sera créé avec pose de bordures sur toute cette portion. L'opération est chiffrée à 21 242 € HT, pris en charge à 50% par GBM.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal décide :

- de valider le projet proposé par l'Audab ;
- de valider l'engagement financier de la commune à hauteur de 10 621 € HT;
- d'autoriser M. le maire à signer tout document afférent.

19-60 Campagne d'affouage 2019-2020

En résumé :

Proposition de coupe : en attente des éléments d'information transmis par l'ONF.

L'affouage s'appuie sur le règlement joint où il est proposé de conserver les quatre mêmes garants que l'année précédente, ceux-ci ayant fait connaître leur souhait de poursuivre cette mission.

Le montant de la taxe (7 € le stère) resterait identique et les portions proposées (5, 10 ou 15 stères) inchangées.

De même, la commune pourrait poursuivre la livraison à domicile de bois façonné, sur la base d'un devis établi par les entreprises de bucheronnage.

Vu le Code forestier et en particulier les articles L.112-1, L.121-1 à L.121-5, L.212-1 à L.212-4, L.214-3, L.214-5, L.243-1 à L.243-3.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE d'une surface de 445 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 31/01/2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- L'affouage qui fait partie intégrante de ce processus de gestion, est un héritage des pratiques communautaires de l'Ancien Régime que la commune souhaite préserver. Pour chaque coupe de la forêt communale, le conseil municipal peut décider d'affecter tout ou partie de son produit au partage en nature entre les

bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, et sans que ces bénéficiaires ne puissent vendre les bois qui leur ont été délivrés en nature (Articles L.243-1 du Code forestier).

- L'affouage étant partagée par foyer, seules les personnes qui possèdent ou occupent un logement fixe et réel dans la commune sont admises à ce partage.
- La commune a fait une information auprès des habitants pour connaître les foyers souhaitant bénéficier de l'affouage durant la campagne 2017-2018

2019/32

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la campagne d'affouage 2019-2020 en complément de la délibération concernant l'assiette, la dévolution et la destination des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF ;

Considérant la délibération sur l'assiette, la dévolution et la destination des coupes de l'exercice 2019-2020 en date du 06 novembre

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- destine le produit des coupes (houppiers, taillis, perches, brins et petites futaies) des parcelles 17.20.12.22 d'une superficie cumulée de 40 ha à l'affouage sur pied ;
- arrête le rôle d'affouage joint à la présente délibération ;
- désigne comme garants :
 - MRS BEUQUE Jean
 - POURCHET Roger
 - VUILLEMIN André
 - BEY Dominique
- arrête le règlement d'affouage joint à la présente délibération ;
- fixe le volume maximal estimé des portions de 5.10.15 stères ; ces portions étant attribuées par tirage au sort ;
- fixe le montant total de la taxe d'affouage à 7 euros le stère
- fixe les conditions d'exploitation suivantes :
 - ⇒ L'exploitation se fera sur pied dans le respect du Règlement national d'exploitation forestière.
 - ⇒ Les affouagistes se voient délivrer du taillis, des perches, des brins, de la petite futaie et des houppiers désignés par l'ONF. Des tiges nécessitant l'intervention préalable d'un professionnel pourront être abattues par la commune avant mise à disposition aux affouagistes. Elles seront dans ce cas mises à disposition sur coupe.
 - ⇒ Le délai d'exploitation est fixé au 15 avril 2020. Après cette date, l'exploitation est interdite pour permettre la régénération des peuplements. Au terme de ce délai, si l'affouagiste n'a pas terminé l'exploitation de sa portion, il sera déchu des droits qui s'y rapportent (Articles L.243-1 du Code forestier).
 - ⇒ Le délai d'enlèvement est fixé au 31 août 2020 pour permettre la sortie du bois sur sol portant en dehors des périodes pluvieuses.
 - ⇒ Les engins et matériels sont interdits hors des chemins et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements.

- ⇒ Les prescriptions particulières propres à chaque portion sont spécifiées dans le règlement d'affouage.
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

19-61 Assiette, dévolution et destination des coupes de l'année 2020

Vu le Code forestier et en particulier les articles, L112-1, L121-1 à L121-5, L124-1, L211-1, L212-1 à L212-4, L214-3, L214-5, D214-21-1, L214-6 à L214-11, L243-1 à L243-3, L244-1, L261-8.

Exposé des motifs :

Le Maire rappelle au Conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de THISE d'une surface de 445 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet en date du 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- la mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la présentation d'assiette des coupes 20XX puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles ...3j.3p.4a.4j.45j.51a.52a.56j.9a.18r et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes présenté par l'ONF pour l'année 2020 ;

En application de l'article R. 213-23 du code forestier et conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF présente pour l'année 2020 l'état d'assiette des coupes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'état d'assiette des coupes 2020 et demande à l'ONF de procéder à la désignation des coupes qui y sont inscrites ;
- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

1. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

1.1 Cas général :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

(préciser les parcelles et, pour les feuillus, les essences)	EN VENTES PUBLIQUES (adjudications) (1)					EN VENTES GROUPEES, PAR CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (3)		
	En bloc et sur pied	En futaie affouagère (2)	En bloc façonné	Sur pied à la mesure	Façonnées à la mesure			
Résineux						Grumes	Petits bois	Bois énergie
					-			
Feuillus		Essences 3j.3p.4a.4j. 45j.51a.52a .56j.9a	Essences : 18r			Grumes	Trituration	Bois bûche Bois énergie
						Essences : Hêtres déperissants		

(1) Pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2 % pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.

(2) La découpe des futaies affouagère est fixée aux clauses territoriales de l'ONF (découpe standard). Si la commune souhaite déroger à cette clause, elle devra prendre une délibération spécifique.

- Pour les contrats d'approvisionnement **(3)**, donne son accord pour qu'ils soient conclus par l'ONF qui reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais liés au recouvrement et au reversement du produit de la vente, dont le montant est fixé à 1 % des sommes recouvrées, conformément aux articles L.214-7, L.214-8, D.214-22 et D.214-23 du Code forestier ;

Nota : La présente délibération vaut engagement de vendeur aux conditions passées entre l'ONF et les acheteurs concernés ; la commune sera informée de l'identité des acheteurs et des conditions de vente au plus tard 15 jours avant le lancement des travaux d'exploitation.

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

1.2 Vente simple de gré à gré :

2.2.1 Chablis :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de vendre les chablis (résineux scolytés et hêtres déperissants) de l'exercice sous la forme suivante :

☐ en bloc et sur pied ☐ en bloc et façonnés ☐ sur pied à la mesure ☐ façonnés à la mesure

☒ Souhaite une vente de gré à gré sous forme d'accord cadre ou par intégration dans un contrat d'approvisionnement existant ;

- Autorise le Maire à signer tout document afférent.

1.3 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par l'unanimité :

- Destine le produit des coupes des parcelles...3j.3p.4a.4j.45j.51a.52a.56j.9a.18r à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	3j.3a.4a.4j.45j.51a.52a.56j.9a.18r	

- Autorise le Maire à signer tout autre document afférent.

Une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les trois bénéficiaires solvables (garants).

2. Rémunération de l'ONF pour les prestations contractuelles concernant les bois façonnés et les bois vendus sur pied à la mesure

☐ Pour les coupes à vendre façonnées en bloc ou à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Demande à l'ONF d'assurer une prestation d'assistance technique à donneur d'ordre ;
- Autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

☐ Pour les bois vendus sur pied à la mesure, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Demande à l'ONF d'assurer une prestation de contrôle du classement des bois ;
- Autorise le maire à signer le devis que lui présentera l'ONF pour l'exécution de cette prestation.

19-62 Vente de parcelle communale

M. le Maire rappelle qu'une réflexion a été menée sur les parcelles communales présentant un intérêt « secondaire », notamment au regard de leur superficie souvent faible, voire accidentée, alors que pèse sur la commune l'obligation d'entretien de son domaine public. Celles qui ont été identifiées peuvent en revanche présenter un intérêt évident pour les administrés possédant une parcelle à proximité.

C'est le cas pour la parcelle cadastrée n° AH 419, de 141 m², rue du Vallon pour laquelle deux riverains avaient manifesté un intérêt pour se porter acquéreur, tablant sur un prix de 5 € du m², conforme à l'ensemble des parcelles récemment identifiées par la commune.

M. le Maire expose que l'avis sollicité auprès des domaines, le 30 septembre 2019, propose un prix de 3 000 €, soit nettement supérieur aux attentes des 2 acquéreurs, mais aussi au gain espéré par la commune sur cette vente.

Toutefois, considérant que l'avis des domaines est un avis simple, et qu'il convient de motiver toute décision communale qui s'en éloignerait, en l'espèce, à la baisse ;

- Considérant que le terrain est de petite dimension et sujet à une très forte déclivité (plus de 20%) ;
- Considérant que le traitement de son accès est problématique, car directement attenant à un parking public ;

2019/34

- Considérant enfin qu'il nécessite d'engager de fréquents et fastidieux entretiens de la part des services techniques ;

Ces éléments étant partagés avec les acquéreurs lors d'une rencontre, les parties sont convenues de fixer un prix d'acquisition de cette parcelle fixé à 2 000 €, soit 14,18 € au m². Le gain escompté est donc presque triplé.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- d'approuver la vente de cette parcelle au prix de 14,18 € / M² (hors frais de notaire et de bornage) ;
- de confier à Maître ACHARD, notaire de la commune, la rédaction de l'acte de vente ;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	19-48	Participation financière de l'employeur à la protection sociale complémentaire pour le risque santé Unanimité
♦ Délibération	19-49	Avancement de grade – création et suppression de poste 15 voix pour, une abstention et une voix contre
♦ Délibération	19-50	Reprise des concessions en état d'abandon Unanimité
♦ Délibération	19-51	2^{ème} phase de l'opération de restauration des hangars de l'aérodrome – demande de subvention auprès de la DRAC Unanimité
♦ Délibération	19-52	AP/CP n° 2020-1 Restauration des hangars Unanimité
♦ Délibération	19-53	AP/CP n° 2020-2 Construction d'une MARPA 15 voix pour, une voix contre et une abstention
♦ Délibération	19-54	Décision modificative n° 3 – Budget MARPA 15 voix pour, une voix contre et une abstention

♦ Délibération	19-55	AP/CP n° 2020-3 Accessibilité mairie 15 voix pour et 2 abstentions
♦ Délibération	19-56	Décision modificative n° 4 – Budget forêt Unanimité
♦ Délibération	19-57	Ouverture anticipée de crédits d'investissement pour l'exercice 2020 16 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-58	Convention ludothèque 2019-2020 16 voix pour et une contre
♦ Délibération	19-59	Aménagement de sécurité – route de Marchaux Unanimité
♦ Délibération	19-60	Campagne d'affouage 2019-2020 Unanimité
♦ Délibération	19-61	Assiette, dévolution et destination des coupes de l'année 2020 Unanimité
♦ Délibération	19-62	Vente de parcelle communale Unanimité

SIGNATURES

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	XXXXXXXXXX
Brigitte BONET		Damien COUVAL	XXXXXXXXXX
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie HACQUARD- COLNOT	XXXXXXXXXX
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX		Claude VALZER	
Geneviève TRUCHETET	XXXXXXXXXX	Nicolas VERNIER	
Claude VERNEREY			